

**Sélection d'articles et de tribunes
sur la crise sanitaire actuelle
et ses perspectives.**

Brochure n°2



Collectif « Un regard de côté »

un-regard-de-cote@riseup.net

- 23 mars 2020 -

Et maintenant on culpabilise les citoyens

lundi 23 mars 2020 // *Texte de Marco Bersani*

Une des stratégies les plus efficaces mises en œuvre dans toute situation d'urgence par les pouvoirs forts consiste à culpabiliser les individus pour obtenir d'eux qu'ils intériorisent la narration dominante sur les événements en cours, afin d'éviter toute forme de rébellion envers l'ordre constitué.

Cette stratégie a été largement mise en œuvre dans la dernière décennie avec le choc de la dette publique, présenté comme la conséquence de modes de vie

déraisonnables, où l'on vivait au-dessus de ses moyens sans faire preuve de responsabilité envers les générations futures.

L'objectif était d'éviter que la frustration due à la dégradation des conditions de vie de larges couches de la population ne se transforme en rage contre un modèle qui avait donné la priorité aux intérêts des lobbies financiers et des banques sur les droits des individus.

C'est bien cette stratégie qu'on est en train de déployer dans la phase la plus critique de l'épidémie de coronarivus.

L'épidémie a mis le roi à nu et fait ressortir toutes les impostures de la doctrine libérale.

Un système sanitaire comme celui de l'Italie, qui jusqu'il y a dix ans était l'un des meilleurs du monde, a été sacrifié sur l'autel du pacte de stabilité : des coupes budgétaires d'un montant global de 37 milliards et une réduction drastique du personnel (moins 46.500 personnes, entre médecins et infirmier.e.s), avec pour brillant résultat la disparition de plus de 70.000 lits d'hôpital – ce qui veut dire, s'agissant de la thérapie intensive de dramatique



actualité, qu'on est passé de **922 lits pour 100.000 habitants en 1980 à 275 en 2015.**

Tout cela dans le cadre d'un système sanitaire progressivement privatisé, et soumis, lorsqu'il est encore public, à une torsion entrepreneuriale obsédée par l'équilibre financier.

Que la mise à nu du roi soit partie de la Lombardie est on ne peut plus illustratif : cette région considérée comme le lieu de l'excellence sanitaire italienne est aujourd'hui renvoyée dans les cordes par une épidémie qui, au cours du drame de ces dernières semaines, a prouvé la fragilité intrinsèque d'un modèle economico-social entièrement fondé sur la priorité aux profits d'entreprise et sur la prééminence de l'initiative privée.

Peut-on remettre en question ce modèle, et courir ainsi le risque que ce soit tout le château de cartes de la doctrine libérale qui s'écroule en cascade ? Du point de vue des pouvoirs forts, c'est inacceptable.

Et ainsi démarre la phase de culpabilisation des citoyens.

Ce n'est pas le système sanitaire, dé-financé et privatisé qui ne fonctionne pas ; ce ne sont pas les décrets insensés qui d'un côté laissent les usines ouvertes (et encouragent même la présence au travail par des primes) et de l'autre réduisent les transports, transformant les unes et les autres en lieux de propagation du virus ; ce sont les citoyens irresponsables qui se comportent mal, en sortant se promener ou courir au parc, qui mettent en péril la résistance d'un système efficace par lui-même.

Cette chasse moderne, mais très ancienne, au semeur de peste est particulièrement puissante, car elle interfère avec le besoin individuel de donner un nom à l'angoisse de devoir combattre un ennemi invisible ; voilà pourquoi désigner un coupable (« les irresponsables »), en construisant autour une campagne médiatique qui ne répond à aucune réalité évidente, permet de détourner une colère destinée à grandir avec le prolongement des mesures de restriction, en évitant qu'elle ne se transforme en révolte politique contre un modèle qui nous a contraints à la compétition jusqu'à épuisement sans garantir de protection à aucun de nous.

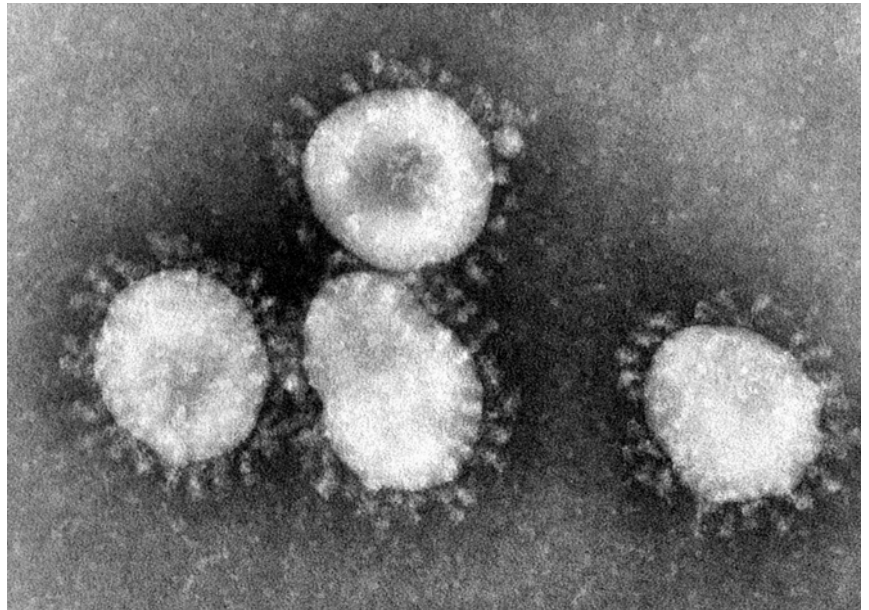
Continuons à nous comporter de façon responsable et faisons-le avec la détermination de qui a toujours à l'esprit et dans le cœur une société meilleure.

Mais commençons à écrire sur tous les balcons : « Nous ne reviendrons pas à la normalité, car la normalité, c'était le problème. »

Entretien avec un jeune retraité de la recherche pharmaceutique

paru dans [lundimatin#235](#), le 23 mars 2020

« Ce qui préside à la gestion de cette crise sanitaire n’obéit pas à une logique de santé, mais à des impératifs économiques, c’est-à-dire politiques. »



Face aux accès de conspirationnisme qui

fleurissent à chaque fois qu’une population en danger se trouve réduite à l’impuissance, face à un amateurisme gouvernemental qui ne trouve que les coups de menton autoritaires pour refouler l’évidence de ses propres errements et accuse sa propre population de la « mise en danger la vie d’autrui » dont il est lui-même l’artisan, nous avons choisi de nous tourner vers un médecin ami de *lundimatin* qui, après une carrière de généraliste, a passé trente ans à développer plusieurs des molécules-phares de l’industrie pharmaceutique française. Jeune retraité, nous avons jugé qu’il était assez détaché des intérêts de ses anciens employeurs pour nous livrer une analyse dessillée de la situation comme des pistes thérapeutiques possibles.

Question : Bonjour, docteur. Pour commencer nous aimerions comprendre comment se déroule le développement d’une molécule jusqu’à parvenir à un médicament. Dans quelle temporalité se situe-t-on ?

La logique d’un protocole de recherche en pareille situation est très simple : elle est empirique. Les chercheurs extrapolent a) à partir des expériences passées sur des virus similaires quel produit antiviral pourrait avoir un effet sur le covid 19 ; en suivant cette piste, ils testent des produits antiviraux plutôt récents ; c’est ce qui amène à tester le remdesivir, qui a été testé chez l’animal contre le virus Ebola ou le Kaletra, qui est utilisé dans les trithérapies contre le VIH ; b) à partir de l’expérience passée, quel produit connu, ou non connu comme spécifiquement antiviral, pourrait être utile et c’est comme cela que la combinaison Plaquenil-Zithromax a été

choisie empiriquement et testée sur quelques patients. Les essais thérapeutiques se déroulent, eux, à partir d'un rationnel théorique. Dans un contexte de recherche normal, on commence par tester le produit en biologie : les virus en culture d'abord puis sur un tissu animal infecté enfin sur des espèces animales in vivo (souris, rats, lapins, cochons, chiens, singe). Si les résultats sont positifs, on passe chez l'homme. On teste d'abord la toxicité du produit chez des volontaires sains (jusqu'à 30 volontaires) en augmentant les doses pour connaître le seuil de toxicité puis, en ayant une valeur sur la concentration tissulaire non toxique chez le volontaire sain, on teste le produit sur des tissus humains infectés par le virus. Une fois toutes ces données analysées, on passe chez le malade avec un essai non comparatif sur 20 à 30 patients avec 1 ou 2 doses de produit pour connaître la réaction du malade (les paramètres que l'on mesure peuvent être l'état de santé du malade en général ou un paramètre secondaire comme la charge virale) ; c'est l'essai préliminaire qu'a fait le professeur Raoult. Si tout est positif et cohérent, on monte un essai comparatif avec 2 ou 3 doses de produit pendant une ou deux semaines, en fonction de la durée de vie du produit dans l'organisme, avec si possible un groupe placebo. Par exemple, dans un essai en double aveugle (c'est-à-dire que ni le médecin ni le malade ne connaissent les doses testées), on va tester 1 mg deux fois par jour pendant une semaine chez 20 patients, 5 mg chez 20 autres patients, 10 mg chez 20 autres et un placebo chez 20 derniers patients. Ces essais préliminaires sont faits chez des patients plutôt solides. Ainsi, on détermine la dose optimale que l'on va tester ensuite en double aveugle contre placebo ou un produit de référence (s'il en existe) dans une population plus nombreuse (quelques centaines de patients) et moins sélective (jeunes, vieux, hommes, femmes, etc.). On parle alors d'essais de phase III. On fait en général 2 ou 3 essais pour être sûrs des résultats. En situation normale, les essais chez l'homme durent plusieurs années. En cas d'urgence sanitaire, le processus est le même avec moins de malades dans chaque essai et une prise de risque plus grande. Pour un produit classique qui deviendra un médicament, il se passe en moyenne 10 ans entre le début de la recherche biologique et la fin des essais thérapeutiques. En urgence pour un produit nouveau, cela prendra une à deux années. Pour un produit sur le marché depuis des décennies, un à trois mois peuvent suffire. Les produits testés actuellement (en dehors du Plaquenil) sont nouveaux, en général issus des centres de recherche qui sont majoritairement anglo-saxons mais les Européens, Indiens et Chinois sont aussi actifs.

Et concernant les vaccins ?

Pour les vaccins, le process est identique mais plus long car le temps de production des anticorps pour chaque personne testée est variable (une à quelques semaines voire mois) et la production d'anticorps plus ou moins

intense selon le patient. Même en cas d'urgence sanitaire, il faut compter un à deux ans pour mettre au point un vaccin contre une nouvelle maladie. Il faut savoir que les efforts de recherche sur les précédentes épidémies du même type sont en général menés par les milieux académiques plus que par l'industrie pharmaceutique, sauf lorsqu'une population occidentale est aussi atteinte comme pour le SIDA. C'est que les épidémies similaires touchaient plus souvent des pays « en développement », et donc des populations pauvres, peu solvables qui n'intéressent pas beaucoup l'industrie privée a priori. C'est terrible, mais c'est ainsi. Dans les vingt dernières années, on a vu s'imposer une répartition tacite des axes de recherche : au public, toujours moins financé, la recherche fondamentale ; au privé la recherche appliquée, qui aboutit à la commercialisation de médicaments. Dans le cas présent, il y a fort à parier que, des populations riches étant concernées et la clientèle étant mondiale, la course de vitesse entre firmes va accélérer tous les protocoles de recherche, car il faut savoir que c'est le premier qui arrive sur le marché qui, classiquement, définit le prix du médicament.

Pourquoi l'essentiel des molécules mises à l'essai en France sont-elles américaines ?

Parce que c'est là que se trouvent le plus grand nombre de centres de recherche. C'est là qu'est l'argent. À part Sanofi et Mérieux, il n'y a pas de compétiteur français de taille dans ce domaine. Dès qu'un chercheur obtient des résultats significatifs en France, il est courtoisé par l'industrie américaine qui lui offre des ponts d'or et des moyens de recherche sans commune mesure.

Que pensez-vous de la piste chloroquine / azythromycine ?

Je ne suis pas un spécialiste de la question. Tout ce que je peux dire, c'est que l'hydroxychloroquine est un antipaludéen de synthèse de plus de 20 ans d'âge, l'azythromycine, un antibiotique de type macrolide également bien connu, capable de bien se concentrer dans les poumons avec une activité bactéricide moyenne. Les autorités ne veulent pas s'engager pour l'heure à promouvoir ce type d'association car les essais formels, bien structurés n'ont pas encore été menés comme pour un produit pharmaceutique classique et que se pose dès lors pour elles un problème de responsabilité juridique (ce qui n'empêche nullement que les médecins y aient recours sans attendre, plutôt que de regarder mourir leurs patients). Par ailleurs, l'industrie pharmaceutique qui non seulement a l'oreille de tous les ministres de la santé depuis des lustres mais détient aussi tous les moyens de développement n'est sûrement pas intéressée pour faire un plan de développement long et coûteux pour un produit peu cher et, qui plus est, « génériquable » (5 euros la boîte de 30 comprimés de Plaquenil). Tant que

la recherche et le développement seront entre les mains d'intérêts privés eux-mêmes soumis aux cours boursiers, ce seront tendanciellement les opportunités de marché qui détermineront les axes de développement clinique, et tant que l'on persistera dans la voie d'une privatisation rampante de l'hôpital public par l'imposition d'une logique comptable d'inspiration manageriale, les choix thérapeutiques seront plutôt guidés par des options budgétaires que par le souci strict de la santé du patient.

Pourquoi tout ce débat absurdemement passionné autour du professeur Raoult quand ce qui est en jeu est une piste thérapeutique ?

J'ai connu le professeur Raoult. Il est de ma génération. C'est un éminent chercheur en virologie clinique, au parler rude, à la forte personnalité. Son tort est de ne pas donner dans les mœurs de cour qui sont habituellement la norme dès lors que l'on s'élève, en France, dans l'échelle hiérarchique. Il dit ce qu'il pense d'un point de vue purement scientifique, quitte à provoquer, sans se soucier de la politique. Il avait déjà critiqué la ligne officielle d'imposition des onze vaccins par Agnès Buzyn. Autant dire qu'il accumule les crimes de lèse-majesté. Là, il s'est permis de critiquer la stratégie d'ensemble, effectivement aberrante, du gouvernement. Voilà qui est impardonnable. À la fin, il y a de grandes chances que l'option qu'il défend finisse par devenir la doxa gouvernementale : on va dépister en masse et traiter précocement ceux chez qui il n'y aura pas de contre-indication à l'hydroxychloroquine, simplement parce qu'il n'y a pas d'autre piste thérapeutique à court terme. Tout le tort de cette situation revient au gouvernement : à force d'incurie, d'impréparation, de déni, il a fini par produire un effet de panique dans la population qui se rend compte qu'il n'y a pas de pilote à bord. Et ce n'est certainement pas Jérôme Salomon, qui depuis ses trente ans fréquente plus les milieux ministériels que les paillasses, qui pourrait l'être. Rien n'est plus stressant que de voir ces gouvernants se donner des airs d'assurance martiale alors qu'il est patent qu'ils ne font que bricoler et inventer des éléments de langage à même de couvrir l'étendue de leurs propres manquements. Rien n'est plus contre-productif que de prétendre que tout est sous contrôle alors que chaque jour atteste de combien l'on est débordé. Comment ne pas avoir des montées d'angoisse quand un secrétaire d'Etat certifie face caméra que non, il n'y a pas de pénurie de masque, alors que ses propres collègues ont renoncé à le nier ? Le confinement, qui est le prix à payer par la population pour la branquignolerie et l'avidité de ses dirigeants, conduit logiquement à tourner tout cela en rond dans sa tête. Ce qui est criminel chez nos gouvernants, c'est leur façon de simuler qu'ils font autre chose qu'improviser, de faire croire qu'ils gouverneraient quoi que ce soit dans cette affaire. Cette situation de détresse où chacun se rend compte que sa vie se trouve entre les mains d'une bande d'incapables qui en rajoutent dans l'arrogance produit logiquement le besoin de trouver un sauveur. Et

puisque la politique a déçu, on se tourne logiquement vers la science. Le Pr Raoult est le candidat idéal pour cet investissement affectif déplacé qu'il n'a lui-même pas demandé. Il faut redescendre et revenir au fond du débat. Celui-ci est simple : selon les standards classiques de développement d'un produit anti-infectieux, le Plaquenil n'a pas encore fait les preuves solides de son efficacité ; à ce stade, c'est une hypothèse de travail prometteuse mais à confirmer ; il faut prendre sereinement les quelques semaines de test nécessaires pour la valider. Ensuite, la capacité de production suivra sans problème. Il faut procéder avec méthode, malgré l'anxiété liée à la situation.

Pourquoi, d'après vous, a-t-on renoncé si tôt à une politique de dépistage de masse qui aurait permis d'isoler les porteurs du virus et de les traiter précocement plutôt que d'en venir à traiter chacun, indistinctement, comme un pestiféré potentiel ?

Au départ, je n'ai pas bien compris non plus, puis je me suis informé. Cela paraîtra absurde, et peut donner l'impression que, sous les apparences d'un pays à la modernité clinquante, se cache une réalité digne du Tiers-Monde. Les autorités ont produit toutes sortes d'arguments pour camoufler la triste et misérable vérité : au départ, c'est à cause du manque de masques pour protéger les préleveurs (infirmières à domicile, techniciens et biologistes des laboratoires de biologie médicale) ! Les biologistes de ville ont été, comme souvent, les grands oubliés des personnels de santé alors que les laboratoires d'analyses de biologie médicale sont ceux qui prélèvent et réalisent les diagnostics. Ils n'étaient même pas dans la première liste officielle des personnels de santé pour l'attribution des masques donc : sans protection de leur personnel, impossible de prélever. Quand le problème des masques a été plus ou moins réglé, il y a eu un manque notoire de milieu de transport (éprouvettes spécifiques car il faut un milieu qui ne détruit pas les virus prélevés, des écouvillons du malade au labo d'analyse). Puis, quand ce problème a été réglé, il y a eu pénurie de tests disponibles. Par ailleurs, le dosage fait appel à la biologie moléculaire dont beaucoup de labos de ville n'ont pas la pratique ni le matériel. Ensuite, il y a la complexité relative de l'examen pour un diagnostic fiable dès le début des symptômes (et même avant) qui est fait en biologie moléculaire (c'est un examen spécialisé, ce n'est pas une glycémie ; il ne se fait donc pas sur n'importe quel automate), donc certains labos ont à s'équiper. Il faut préciser que le test est très fiable à condition que le prélèvement nasal soit très précautionneux afin d'éviter des faux négatifs. Enfin, et je dirais surtout au vu de la logique de ceux qui nous gouvernent, il faut savoir que le test a le malheur d'être remboursé par la sécurité sociale. Tester 67 millions de personnes à un centaine d'euros le test coûterait « un pognon de dingue ». C'est ici toujours la même logique comptable, gestionnaire et pour tout dire économique qui nous a mené dans ce cul-de-sac sanitaire, et

qui empêche que l'on en sorte. C'est triste à dire, mais ce qui préside à la gestion de cette crise sanitaire n'obéit pas à une logique de santé, mais à des impératifs économiques, c'est-à-dire politiques.

Qu'est-ce que vous inspire la situation ?

Ce qui me paraît scandaleux, c'est que depuis cinquante ans toutes les épidémies de ce type, malgré des extensions et des cinétiques variables, obéissent au même schéma : elles naissent le plus souvent en Asie pour se répandre ensuite à la faveur de la circulation mondiale des marchandises et des personnes ; or on n'a pas été foutus, quand en début janvier les premières nouvelles nous sont parvenues de Chine, d'envoyer immédiatement une équipe pour aller au contact et prendre la mesure de ce qui se passait à Wuhan, qui ne manque pas de connexions avec la France, ni d'ailleurs ensuite en Corée du Sud. Ces messieurs de la santé publique ont préféré rester à la cour, dans leurs ministères et manger dans les bons restaurants plutôt que de prendre le risque de sortir de leur milieu de culture et affronter la situation sur le terrain. On a là un symptôme sûr d'une organisation sociale sub-claquante. Depuis vingt ans que les risques de pandémie virale, bactériologique ou parasitaire se précisent, aucun plan concerté mondial n'a été vraiment mis sur pied ; les études sur ces pandémies, leur pourquoi et la résolution de ces crises, certainement parce qu'on les croyait réservées aux pauvres, sont justement le parent pauvre de la recherche mondiale (seule la Chine a investi massivement dans ce domaine) ; il n'y a aucune cellule d'alerte multidisciplinaire capable d'étudier le phénomène immédiatement sur place dès le début de chaque épidémie et de donner des recommandations à mettre en œuvre rapidement avant sa propagation élargie. En théorie, malgré la destruction organisée de l'hôpital public, notre organisation sanitaire est en mesure de circonscrire une pareille épidémie à condition qu'elle soit très réactive. Cela revêt une importance d'autant plus grande que de telles pandémies ont vocation à se répéter du fait de la mobilité internationale des humains et des marchandises, d'une population toujours plus nombreuse, de la concentration de celle-ci dans les villes, de la paupérisation induite par la logique capitaliste, du ravage écologique et de l'absence de toute éducation sanitaire de masse. À moins que tout cela ne cesse...

Appel à nos collègues du premier degré à ne pas faire de classe virtuelle

Publié le 17 mars 2020 sur Paris lutte info

Nous appelons tou.te.s nos collègues à refuser catégoriquement la mise en place non obligatoire de classe virtuelle qui ne fera qu'accentuer les inégalités scolaires entre nos élèves. Des enseignant.e.s du premier degré du Lot, de Bagnolet, de Montreuil, de Pantin et du 19e et 20e arrondissements de Paris, Suite à l'annonce de la fermeture de nos écoles à partir du 16 mars, notre ministre nous demande sur la base du volontariat, de mettre en place une classe virtuelle.

La mise en place d'une classe virtuelle pendant la fermeture des écoles aura pour conséquences :

- d'accentuer l'inégalité scolaire en fonction de l'origine sociale des élèves : présence ou non d'un ordinateur avec connexion internet à domicile, différents niveaux d'études des parents, professions des parents (professeur, pédagogue...), conditions liées au domicile (plusieurs enfants dans une même chambre, espace dédié aux devoirs ou non...)
- d'accentuer l'inégalité scolaire entre les enfants en situation de handicap ou non. Les AESH accompagnant les enfants en situation de handicap ne seront pas présent.e.s au domicile de l'enfant
- d'accentuer l'inégalité scolaire entre les enfants ayant des parents francophones ou non francophones
- d'accentuer l'inégalité scolaire entre les enfants ayant des parents lecteurs ou non lecteurs
- ...

Nous appelons par conséquent tou.te.s nos collègues du premier degré à refuser de façon catégorique la mise en place non obligatoire d'une classe virtuelle et appelons à prêter si possible le matériel des écoles aux familles : crayons, feutres, feuilles, livres, jeux de société...

Nous appelons aussi nos collègues à profiter du temps qui nous est imparti pour mener des réflexions que nous n'avons souvent plus le temps d'avoir au sein de nos écoles. Quel est le sens de notre métier ? Quelle école et donc quelle société voulons nous pour nos élèves ? Quelle pédagogie voulons nous réellement appliquer dans nos classes et nos écoles ? Quels moyens avons nous pour lutter

contre la détérioration de l'école publique engagée depuis longtemps et qui s'est accélérée ces dernières années ?

Nous appelons également nos collègues à profiter de ce temps pour préparer la reprise de la lutte contre la réforme des retraites. Par exemple, en rediscutant des conséquences désastreuses de cette loi notamment vis-à-vis des femmes majoritaires dans l'enseignement, en réfléchissant aux moyens d'alimenter des caisses de grèves pour les grèves à venir, en organisant des réunions d'information dans les écoles dès que possible.

Des enseignant.e.s du premier degré du Lot, de Bagnolet, de Montreuil, de Pantin et du 19e et 20e arrondissements de Paris.

Se bouger les fesses pour leur botter le cul

par Gérard Alle

Imaginez... Après un mois, un mois et demi, ou deux mois de confinement, vous retrouvez vos potes... Je vous vois venir... La grosse cuite, la meulochée du siècle, la teuf d'enfer, on se roule des pelles, on danse, c'est la libération, on pleure de joie... OK, OK !

Mais alors, dites-moi... Le lendemain, on retourne au taf comme si de rien n'était ? Le doigt sur la couture du pantalon, on remet en route la machine de la croissance et du profit ? Pour que ces enfoirés continuent de se gaver et que ces incapables continuent de nous gouverner ?

Je sais bien qu'on peut aimer son boulot, son rôle social, ses collègues, ses clients, voire ses patrons ou son député. Mais est-ce que ça ne vaudrait pas le coup d'utiliser toute cette énergie prête à déferler, de lâcher les chevaux en même temps, pour tout changer ?

Imaginez... Pendant ces deux mois, nous préparons un raz-de-marée, un tsunami. Et quand les mesures de confinement sont levées... Les beaux jours sont là. Nous déferlons par les rues. Nous occupons les places. Nous campons devant les lieux d'exercice du pouvoir.

Le pays a été bloqué pendant plus d'un mois. Nous avons survécu. Etant donnée l'incurie de nos gouvernants, la casse des services publics et du système de santé, c'est un miracle. Les irresponsables au pouvoir disent qu'ils vont mettre la main à la poche. Ça ne suffit pas. On ne peut pas se contenter d'un zeste de charité.

On n'est plus à quelques jours près. Alors, nous continuons à bloquer le pays jusqu'à ce qu'ils dégagent. Président, ministres, préfets...

Alors ?...

Imaginez...

Commune partout !

Comme jadis la Commune de Paris, celle de Marseille, de Lyon ou de Narbonne. Commune partout pour reprendre en main nos destinées !

Comme en 1945, il faut reconstruire. Un nouveau Conseil national de la résistance met sur pied un programme social.

Assemblée constituante. Vote blanc pris en compte. Elus révocables.

Représentation par tirage au sort. Pouvoir décentralisé. Revenu universel.

Service public conforté...

Et là, je te dis pas la fiesta !

Naomi Klein : comment l'élite mondiale va tenter d'exploiter la pandémie

Par Marie Solis / [Climaterra](#) / [VICE](#) Traduction : ZIN TV



La crise est l'occasion de faire passer des politiques impopulaires

Le coronavirus est officiellement une pandémie mondiale qui a jusqu'à présent infecté dix fois plus de personnes que le [SRAS en 2003](#). Aux États-Unis, des écoles, des universités, des musées et des théâtres ferment leurs portes, et bientôt, des villes entières en feront autant. Les experts avertissent que certaines personnes soupçonnés d'être atteintes du virus aux États-Unis poursuivent leur routine quotidienne, parce que leur emploi ne leur permet pas de prendre des congés payés en raison des défaillances systémiques du système de santé américain privatisé.

La plupart d'entre nous (N.T : pour les citoyens américains) ne savent pas exactement quoi faire ou qui écouter. Le président Donald Trump a contredit les recommandations des centres de contrôle et de prévention des maladies, et ces messages contradictoires ont réduit notre marge de manœuvre pour atténuer les dégâts causés par ce virus hautement contagieux.

Ce sont les conditions parfaites pour que les gouvernements et l'élite mondiale mettent en œuvre des programmes politiques qui, autrement,

rencontreraient une grande opposition si nous n'étions pas tous aussi désorientés. Cette chaîne d'événements n'est pas exclusive à la crise déclenchée par le coronavirus ; c'est le projet que les politiciens et les gouvernements poursuivent depuis des décennies, connu sous le nom de "doctrine de choc", un terme inventé par l'activiste et autrice Naomi Klein dans un livre du même nom en 2007.

L'histoire est une chronique des "chocs" — les chocs des guerres, des catastrophes naturelles et des crises économiques — et de leurs conséquences. Ces suites sont caractérisées par le "capitalisme catastrophe" — des "solutions" calculées et de libre marché aux crises qui exploitent et exacerbent les inégalités existantes.

Selon M. Klein, nous assistons déjà à un capitalisme catastrophique sur la scène nationale : en réponse au coronavirus, M. Trump a proposé un plan de relance de 700 milliards de dollars qui comprend des réductions des charges sociales (qui dévasteraient la sécurité sociale) et fournirait une aide aux industries en manque



d'opportunités d'affaires à cause de la pandémie. "Ils ne le font pas parce qu'ils pensent que c'est le moyen le plus efficace de soulager la souffrance lors d'une pandémie ; ils ont ces idées maintenant qu'ils voient une opportunité de les mettre en œuvre", a déclaré M. Klein.

VICE s'est entretenu avec Klein sur la façon dont le "choc" du coronavirus cède la place à la chaîne d'événements qu'elle a décrite il y a plus de dix ans dans *La doctrine du choc*.

Naomi Klein est une journaliste, essayiste réalisatrice et altermondialiste canado-américaine ayant écrit de nombreux ouvrages de militantisme politique pointant les défaillances du capitalisme, du néolibéralisme et de la mondialisation. Elle a étudié à l'Université de Toronto et à la London School of Economics.

VICE : Commençons par l'essentiel. Qu'est-ce que le capitalisme de catastrophe ? Quel est son rapport avec la "doctrine de choc" ?

La façon dont je définis le "capitalisme catastrophe" est très simple : il décrit la façon dont les industries privées émergent pour bénéficier directement des crises à grande échelle. La spéculation sur les catastrophes et la guerre n'est pas un concept nouveau, mais elle s'est vraiment approfondie sous l'administration Bush après le 11 septembre, lorsque l'administration a déclaré ce type de crise sécuritaire sans fin, et l'a simultanément privatisée et externalisée — cela a inclus l'État de sécurité nationale et privatisé, ainsi que l'invasion et l'occupation [privatisée] de l'Irak et de l'Afghanistan.

La "doctrine de choc" est la stratégie politique consistant à utiliser les crises à grande échelle pour faire avancer des politiques qui approfondissent systématiquement les inégalités, enrichissent les élites et affaiblissent les autres. En temps de crise, les gens ont tendance à se concentrer sur les urgences quotidiennes pour survivre à cette crise, quelle qu'elle soit, et ont tendance à trop compter sur ceux qui sont au pouvoir. En temps de crise, nous détournons un peu les yeux, loin du jeu réel.

VICE : D'où vient cette stratégie politique ? Comment retracer son histoire dans la politique américaine ?

La stratégie de la doctrine de choc était une réponse au programme du [New Deal de Milton Friedman](#). Cet économiste néolibéral pensait que tout avait mal tourné aux États-Unis sous le *New Deal* : en réponse à la Grande Dépression et au [Dust Bowl](#), un gouvernement beaucoup plus actif a émergé dans le pays, qui s'est donné pour mission de résoudre directement la crise économique de l'époque en créant des emplois gouvernementaux et en offrant une aide directe.

Si vous êtes un économiste du libre marché, vous comprenez que lorsque les marchés échouent, vous vous prêtez à un changement progressif qui est beaucoup plus organique que le type de politiques de déréglementation qui favorisent les grandes entreprises. La doctrine de choc a donc été développée comme un moyen d'éviter que les crises ne cèdent la place à des moments organiques où des politiques progressistes émergent. Les élites politiques et économiques comprennent que les moments de crise sont l'occasion de faire avancer leur liste de souhaits de politiques impopulaires qui polarisent encore plus la richesse dans ce pays et dans le monde entier.

VICE : Nous sommes actuellement confrontés à de multiples crises : une pandémie, le manque d'infrastructures pour la gérer et l'effondrement de

la bourse. Pouvez-vous nous expliquer comment chacun de ces éléments s'inscrit dans le schéma que vous avez décrit dans la Doctrine du choc ?

Le choc est en réalité le virus lui-même. Et il a été traité de manière à maximiser la confusion et à minimiser la protection. Je ne pense pas que ce soit une conspiration, c'est juste la façon dont le gouvernement américain et Trump ont géré — complètement mal — cette crise. Jusqu'à présent, M. Trump a traité cette situation non pas comme une crise de santé publique mais comme une crise de perception et un problème potentiel pour sa réélection.

C'est le pire des scénarios, surtout si l'on tient compte du fait que les États-Unis ne disposent pas d'un programme national de soins de santé et que les protections dont bénéficient les travailleurs sont très mauvaises (par exemple, la loi n'institue pas d'indemnités de maladie). Cette combinaison de forces a provoqué un choc maximal. Il va être exploité pour sauver les industries qui sont au cœur des crises les plus extrêmes auxquelles nous sommes confrontés, comme la crise climatique : l'industrie aérienne, l'industrie pétrolière et gazière, l'industrie des bateaux de croisière, ils veulent consolider tout cela.

VICE : Comment avons-nous vu cela auparavant ?

Dans *La Doctrine du choc*, je parle de ce qui s'est passé après l'[ouragan Katrina](#). Des groupes d'experts de Washington comme la *Heritage Foundation* se sont réunis et ont créé une liste de solutions "pro-libre marché" pour Katrina. Nous pouvons être sûrs que le même type de réunions se tiendront maintenant. En fait, la personne qui a présidé le groupe Katrina était Mike Pence (N.T : la personne qui préside maintenant le dossier Coronavirus). En 2008, ce mouvement s'est traduit par le sauvetage des banques, où les pays leur ont remis des chèques en blanc, qui se sont finalement élevés à plusieurs milliards de dollars. Mais le coût réel de cette situation a finalement pris la forme de vastes programmes d'austérité économique [réductions ultérieures des services sociaux]. Il ne s'agit donc pas seulement de ce qui se passe maintenant, mais aussi de la façon dont ils vont payer à l'avenir, lorsque la facture de tout cela sera due.

VICE : Y a-t-il quelque chose que les gens peuvent faire pour atténuer les dégâts du capitalisme de catastrophe que nous voyons déjà dans la réponse au coronavirus ? Sommes-nous mieux ou moins bien lotis que nous l'étions pendant l'ouragan Katrina ou la dernière récession mondiale ?

Lorsque nous sommes mis à l'épreuve par la crise, soit nous nous replions et nous nous effondrons, soit nous grandissons, et nous trouvons des réserves de force et de compassion dont nous ne savions pas que nous étions capables. Ce

sera l'un de ces tests. La raison pour laquelle j'ai un certain espoir que nous puissions choisir d'évoluer est que — contrairement à 2008 — nous avons une alternative politique si réelle qu'elle propose un type différent de réponse à la crise qui s'attaque aux causes profondes de notre vulnérabilité, et un mouvement politique plus large qui la soutient.

C'est ce sur quoi ont porté tous les travaux sur le Green New Deal : se préparer à un moment comme celui-ci. Nous ne pouvons pas nous décourager ; nous devons plus que jamais nous battre pour l'universalité des soins de santé, des gardes d'enfants, des congés de maladie payés, tout cela est étroitement lié.

VICE : Si nos gouvernements et l'élite mondiale vont exploiter cette crise à leurs propres fins, que peuvent faire les gens pour s'entraider ?

“Je vais prendre soin de moi et des miens, nous pouvons obtenir la meilleure assurance maladie privée qui soit, et si vous ne l'avez pas, c'est probablement votre faute, ce n'est pas mon problème” : voilà ce que ce genre d'économie de winner met dans nos cerveaux. Ce qu'un moment de crise comme celui-ci révèle, c'est notre interrelation les uns avec les autres. Nous constatons en temps réel que nous sommes beaucoup plus interconnectés les uns avec les autres que notre système économique brutal ne le laisse croire.

Nous pouvons penser que nous serons en sécurité si nous bénéficions de bons soins médicaux, mais si la personne qui prépare ou livre notre nourriture, ou qui emballe nos boîtes n'a pas de soins médicaux et ne peut pas se permettre d'être examinée, et encore moins rester à la maison parce qu'elle n'a pas de congé de maladie, nous ne serons pas en sécurité. Si nous ne prenons pas soin les uns des autres, aucun d'entre nous ne sera en sécurité. Nous sommes coincés.

Les différentes manières d'organiser la société favorisent ou renforcent différentes parties de nous-mêmes. Si vous êtes dans un système qui, vous le savez, ne prend pas soin des gens et ne distribue pas les ressources de manière équitable, alors notre pulsion d'accumulation sera en alerte. Gardez donc cela à l'esprit et réfléchissez à la manière dont, au lieu de vous entasser et de penser à la façon dont vous pouvez prendre soin de vous-même et de votre famille, vous pouvez changer et réfléchir à la façon dont vous pouvez partager avec vos voisins et aider les personnes les plus vulnérables.

Des militants appellent à manifester aux fenêtres contre le gouvernement

Reporterre // 23 mars 2020



Confinée, la population française n'en est pas pour autant devenue docile. Depuis les dernières déclarations d'Emmanuel Macron jeudi 19 mars en soutien aux applaudissements adressés aux soignants chaque soir à 20 h, plusieurs militants font de leur balcon un espace de revendications avec des banderoles, des slogans et des pancartes.



Enfermés chez eux, ils dénoncent la casse de l'hôpital public et les responsabilités du gouvernement dans la crise sanitaire actuelle.



Ils reprochent au gouvernement de récupérer les moments de solidarité organisés en faveur des soignants.

« *Macron, garde tes hommages, on veut des postes, des lits, du matériel* », peut-on lire sur une banderole à Toulouse.

Aux applaudissements aux soignants se sont greffés ces derniers jours huées et cris de colère. À Pantin, samedi 21 mars, des habitants ont projeté sur un mur un message pour le gouvernement :

À #Pantin, les personnels soignants sont soutenus et il y a un petit message pour le gouvernement :

HÔPITAL :

MACRON	GARDE	TES	HOMMAGES
ON	VEUT	DES	POSTES
ON	VEUT	DES	LITS

ON VEUT DU MATÉRIEL
ON VEUT DE VRAIS SALAIRES
ON VEUT DE VRAIES RETRAITES
? <https://pic.twitter.com/PyTtg2CxuW>

— Nicolas Matyjasik (@NicMatyjasik) [March 21, 2020](#)

Au Viaduc des Arts, dans le XII^e arrondissement de Paris, un hommage a été rendu dimanche 22 mars à Jean-Jacques Razafindranazy, médecin urgentiste de 67 ans, retraité, décédé la veille. « À l'hôpital, le manque de moyens tue patient·e·s et soignant·e·s », était-il écrit sur le mur.

[#confinementjour6](#)

Hommage à Jean-Jacques Razafindranazy, médecin urgentiste de 67 ans, retraité, venu prêter main-forte à l'hôpital de Compiègne, décédé le 21/03/2020 des suites du Coronavirus.

A l'hôpital, le manque de moyens tue patient·e·s et soignant·e·s.
[#onnoublierapas](#) pic.twitter.com/tEFzcyzMJ3

— Echo (@EntendsMavoix) [March 22, 2020](#)

Certains appellent à une « *manif des fenêtres* », comme le dessinateur de bandes dessinées Cyril Pedrosa qui s'est filmé en pleins préparatifs sur [les réseaux sociaux](#).

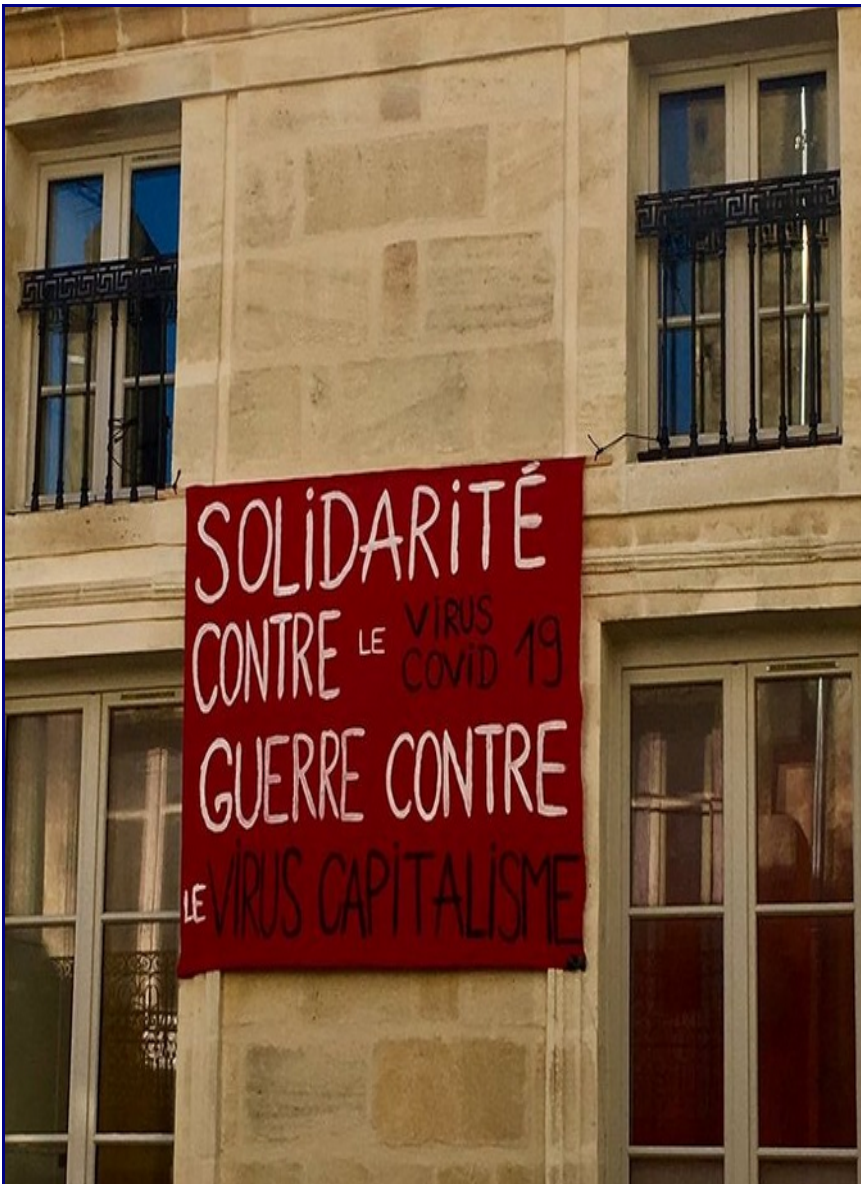
« Applaudir le personnel soignant tous les soirs à 20 h, c'est bien. Mais pourquoi ne pas afficher votre soutien en permanence ? voire même envoyer quelques messages au pouvoir ? suggère [le collectif Cerveaux non disponibles](#). Colorons nos rues, nos villes, nos immeubles, nos quartiers. Communiquons différemment ! » écrit-il dans [un tweet](#).



Dans les rues, plusieurs tags ont recouvert les murs. Pour le collectif Cerveaux non disponibles, « *il faut montrer que malgré le drame sanitaire en cours, nos consciences n'ont pas été mises en confinement* ».



De nombreuses banderoles ciblent directement le gouvernement et la République en marche, d'autres appellent à « *la guerre contre le virus capitaliste* ».



À Lille, le collectif Anthropie a lancé une action « *Balcons vénères, insurrection terrassière* ». « *Quand sortirons-nous sur nos balcons pour applaudir les caissier.ère.s ? Quand sortirons-nous sur nos balcons pour huer les patron.ne.s qui continuent de faire travailler leur personnel ?* », s'interrogent-ils.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs appels circulent pour faire des concerts de casseroles ce samedi 28 mars et tous les autres soirs de la semaine aux fenêtres, pour manifester le soutien aux personnels de santé.

- **Source** : Reporterre avec Twitter de Cerveaux non disponibles, logo de l'article Cyril Pedrosa, Mathilde Larrère

DÉCLARATION : ET LE JOUR D'APRÈS ? POUR UN « CORONARESET »

24 MARS 2020 PAUL JORION

De la part d'un groupe de citoyens issu de la société civile et de la sphère culturelle, de citoyens actifs dans une volonté de changer ce monde pour que ce saut de paradigme tant espéré voie le jour, pour qu'après cette crise sanitaire mondiale, on ne nous reserve pas la même soupe, devenue imbuvable.

Mesdames et messieurs les dirigeants et tous ceux qui ont du pouvoir dans ce monde, chères citoyennes et chers citoyens,

Croyez-vous vraiment que nous vivrons comme avant, le jour d'après ? Croyez-vous vraiment que nous accepterons encore d'être ces serviles citoyens suiveurs d'un monde où l'on nous a vendu une croissance soi-disant infinie comme modèle de société, avec le capitalisme financier comme adjutant, la consommation et les plaisirs immédiats comme corollaires ? Du pain et des jeux en somme. Vieux comme l'histoire !

Croyez-vous vraiment qu'après avoir perdu certains de nos proches ou de nos concitoyens, nous aurons encore envie de cette vie où nous passons parfois plus de temps sur les routes pour aller travailler, qu'après de nos enfants et nos proches ?

Croyez-vous vraiment que nous aurons encore envie de consommer cette nourriture bourrée d'additifs, de pesticides et autres molécules néfastes pour notre organisme, comme le montrent régulièrement les échantillons sanguins récoltés pour des analyses qui donnent froid dans le dos en termes de substances toxiques que nous n'aurions jamais dû ingérer ?

Croyez-vous vraiment que nous allons encore accepter cette destruction massive de notre environnement – notre maison – et de la biodiversité, source de vie pour notre planète et pour nous ?

Croyez-vous vraiment que nous accepterons encore ces écarts de richesse indécents, dignes des meilleurs livres de Zola, écrits à un autre siècle ?

Nous sommes certains, gens de pouvoir, que vous pensez déjà à l'après : comment rebondir ou activer notre résilience, pour utiliser un vocabulaire à la

mode. Et bien, c'est l'occasion rêvée pour rebondir autrement, pour faire mieux, pour nous créer un monde plus juste, où les relations humaines auront repris une place plus importante que celle des transactions financières et des dividendes à distribuer à une minorité, un monde où le travail sera mieux réparti afin que la moitié de l'humanité ne trime pas jusqu'à l'essoufflement, au détriment de sa qualité de vie, tandis que l'autre moitié vit dans la misère faute d'avoir accès à ce Graal de boulot. Un monde qui respectera toute l'humanité, animaux et écosystèmes compris. Un monde où notre être pourra se construire autrement, avec ses dimensions multiples et non plus confiné à celle, unique, de producteur de richesses économiques.

Nous n'osons pas imaginer ce qui risque de se passer si nous demeurons figés sur des modèles économiques identiques, alors que les Etats vont dépenser des budgets colossaux pour gérer cette crise sanitaire. Quelles dettes pèseront sur nos pays, si nous conservons les mêmes mécaniques économiques ? Allez-vous annuler ces dettes ? Celles des pays africains aussi ? Ou allez-vous à nouveau prôner l'austérité pour tout rembourser, alors que la crise de 2008 a démontré que cela ne fonctionne pas et que cela accentue encore la disparité sociale et les dangereux clivages au sein de nos sociétés ?

Il s'agit d'une demande a-partisane, et a-dogmatique. Une réflexion simple et basée sur le bon sens, car pour résister, nous avons aussi besoin d'espérer. Et cet espoir ne réside pas en un retour vers l'état préexistant de nos sociétés, mais dans celui d'un saut de paradigme que tellement de philosophes, économistes, écologues, sociologues, appellent de leurs vœux depuis des années. La crise sanitaire sera difficile à gérer, mais elle devra l'être au même titre que les crises sociales et environnementales.

Et si ce ressenti nous est venu après une semaine de confinement imaginez seulement après quelques semaines !

Alors, ces semaines-là, mettez-les à profit pour nous préparer un autre monde. C'est le moment et c'est absolument nécessaire. Il y a des rendez-vous avec l'histoire où il faut le courage de prendre de grandes décisions. A bon entendeur...

Tribune de Raphaël Kempf :
« Il faut dénoncer l'état d'urgence sanitaire pour ce qu'il est, une loi scélérate »



Les mesures extraordinaires décidées par le gouvernement pour faire face à l'épidémie risquent de s'inscrire dans le droit commun, analyse l'avocat pénaliste Raphaël Kempf.

L'idée de République évoque les libertés, la démocratie et l'Etat de droit. Mais elle a aussi une face plus sombre : celle d'une République aux abois qui fait passer des mesures d'exception liberticides, motivées par l'urgence d'une situation extraordinaire. Dénonçant, en 1898, les lois scélérates visant les anarchistes, Léon Blum craignait qu'elles ne violent les libertés élémentaires de tous. L'histoire lui a donné raison : elles ont été normalisées et ont concerné bien d'autres personnes que les seuls anarchistes, qui devaient initialement en faire les frais.

La loi sur l'état d'urgence sanitaire, adoptée à marche forcée par une majorité aux ordres, nourrit les mêmes inquiétudes : présentée comme étant d'exception, elle a vocation à être durable. Faite uniquement contre la crise sanitaire, elle pourrait se normaliser. En donnant des pouvoirs démesurés à la police et à l'administration, en institutionnalisant une justice secrète et écrite, elle signe l'abandon de l'Etat de droit.

Par un trait d'humour involontaire, Edouard Philippe a présenté le nouvel état d'urgence sanitaire comme étant structuré sur le modèle de « l'état d'urgence de

droit commun ». Il faisait ainsi référence à la loi du 3 avril 1955, adoptée dans le contexte de la guerre d'Algérie, et qui donnait à l'autorité civile des pouvoirs disproportionnés de contrôle des individus jugés dangereux et des opposants politiques.

Utilisé contre les indépendantistes algériens, l'état d'urgence a vu son application se diversifier après les attentats de 2015, visant rapidement militants écologistes, musulmans et manifestants. En 2017, l'état d'urgence a été pour l'essentiel intégré au droit commun, pour une durée qui devait être de deux années, mais dont nous avons appris peu avant le confinement qu'elle pourrait être prolongée.

A travers cet oxymore de l'état d'exception « de droit commun », le premier ministre fait donc l'aveu que ces mesures ont vocation à se normaliser et que les discours d'apaisement sur le caractère temporaire et exceptionnel de ces mesures ne sont qu'une rhétorique rapidement remise en cause par les faits.

Première série de mesures prévues par l'état d'urgence sanitaire : celles qui permettent d'organiser le contrôle de la population et de ses déplacements, et qui sont limitées à la durée de l'état d'urgence (deux mois, en l'occurrence, sauf prorogation législative). Si la loi donne une base légale au confinement et à un éventuel couvre-feu, elle permet aussi des mesures individuelles – passées inaperçues – de mise en quarantaine des personnes susceptibles d'être malades et d'isolement des malades confirmés. Ces dernières mesures trouvent un écho lointain dans les règlements adoptés par les villes au XVIIe siècle pour conjurer les épidémies de peste, et dont Michel Foucault a donné des extraits dans *Surveiller et punir*.

On voit mal, en 2020, pourquoi il faudrait que l'administration puisse forcer un malade à rester chez lui, alors que l'avis du corps médical et le bon sens seraient largement suffisants. L'adoption sans aucun débat de ces mesures de contrainte individuelles – au-delà de la question de leur inutilité – révèle surtout la vision de ce gouvernement, qui ne pense pouvoir gérer la population que par la contrainte et la discipline – au besoin pénalement sanctionnée.

En effet, la violation réitérée – pour la quatrième fois en moins de trente jours – des obligations de confinement, de quarantaine ou d'isolement expose le délinquant présumé à une peine de six mois d'emprisonnement. Envoyer en prison des contrevenants aurait l'effet inverse des objectifs recherchés par le gouvernement : cela expose le condamné à une contamination en détention et risque aussi de propager le virus dans ces espaces clos.

Mais ce texte permet aussi le placement en garde à vue : et c'est là qu'il donne un pouvoir arbitraire et disproportionné aux forces de l'ordre. Le contrôle des attestations de circulation – en raison du flou du décret sur le confinement et de ses dérogations – permet d'ores et déjà aux policiers, sur le terrain, d'en faire une interprétation créative.

L'arme supplémentaire de la garde à vue – c'est-à-dire de la privation de liberté décidée par un officier de police judiciaire sous le contrôle d'un magistrat du parquet qui n'est pas indépendant – autorise ainsi tous les abus, sur le terrain, dans les quartiers, à l'endroit de contrevenants qui auraient été repérés par des policiers. Et ce, sans même que les trois précédentes infractions au confinement ne soient devenues définitives, c'est-à-dire incontestables après l'épuisement du délai de recours de quarante-cinq jours. Et il y a fort à penser que l'immense majorité de ces privations de liberté pour violation réitérée du confinement ne fassent l'objet d'aucun contrôle judiciaire mais soient exclusivement utilisées par la police comme un outil de gestion et de discipline des populations.

Allongement des délais de la détention provisoire

Deuxième série de mesures prévues par l'état d'urgence sanitaire :

l'autorisation donnée au gouvernement de légiférer par ordonnances – c'est-à-dire dans la plus grande opacité, sans débat parlementaire public – dans des domaines d'importance comme le droit du travail, mais aussi le droit pénal et la procédure pénale. Il est capital de souligner que la loi ne prévoit pas la limitation dans le temps de ces mesures. C'est-à-dire que le gouvernement s'autorise – à la faveur de cette situation extraordinaire – à tester des mécanismes profondément dérogoratoires au droit commun et attentatoires aux principes fondamentaux de notre Etat de droit.

Sur la question carcérale, un consensus émerge autour de l'idée qu'il faut désengorger les prisons, qui sont des lieux de propagation du virus. Pourtant, tout l'esprit de la loi nouvelle est au contraire de donner les moyens juridiques pour que les prisonniers restent enfermés. Il faut bien reconnaître que la loi prévoit d'« assouplir (...) les modalités d'exécution des fins de peine », mais sans donner aucune précision concrète. Elle prévoit surtout l'allongement des délais de la détention provisoire, qui concerne des prévenus ou des mis en examen présumés innocents, et la possibilité de renouveler celle-ci « au vu des seules réquisitions écrites du parquet et des observations écrites de la personne et de son avocat ».

« Rien ne garantit que, dans une vision purement gestionnaire de la justice, le gouvernement ne souhaite conserver après la crise ces audiences écrites et à huis clos bien pratiques »

D'un trait de plume, et sans aucun débat, le gouvernement revient ainsi sur une tradition républicaine : l'audience publique, orale et contradictoire ! Ainsi, dans le secret de leur cabinet, les juges des libertés et de la détention pourront, à la seule vue des pièces du dossier, décider de garder en prison les mis en examen. Toute la philosophie de ce texte est donc de faciliter l'enfermement de personnes dont la loi dit pourtant qu'elles devraient par principe être en liberté. Le gouvernement fait ainsi le choix sanitaire et politique d'organiser la propagation du virus dans des prisons déjà surpeuplées.

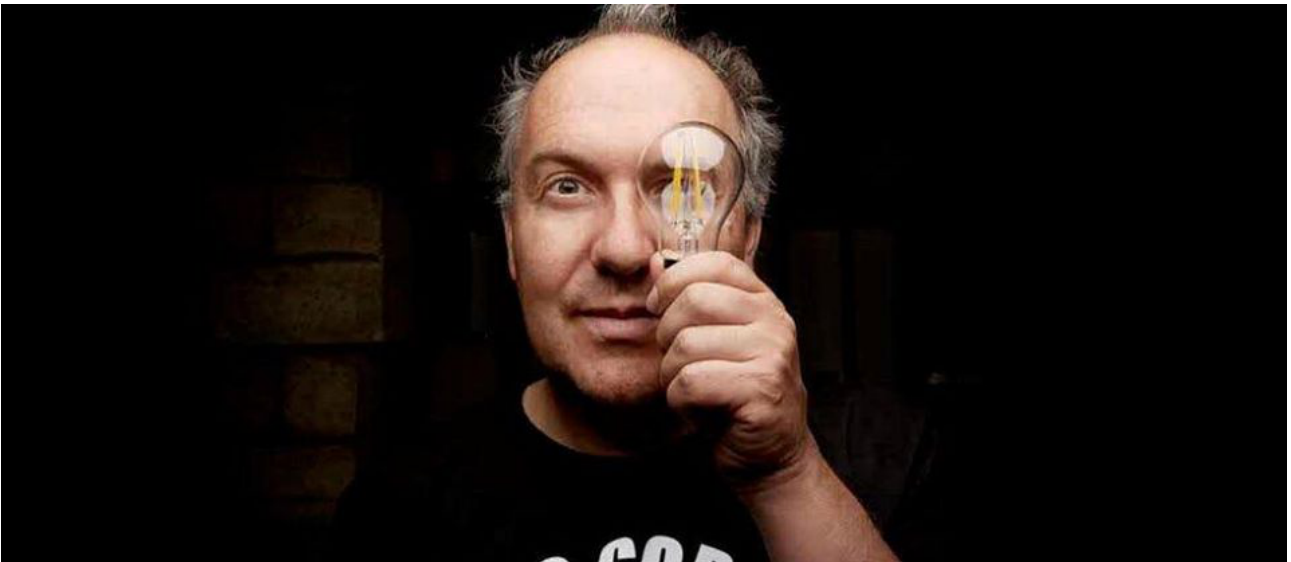
Des pouvoirs démesurés accordés au premier ministre et à la police, une remise en cause de la philosophie pénale héritée de la Révolution française : de tels bouleversements appelaient plus qu'un débat de quelques jours entre de rares députés convoqués par le gouvernement. L'inquiétude est grande : que ces textes se pérennisent.

En effet, rien ne garantit que, dans une vision purement gestionnaire de la justice, le gouvernement ne souhaite conserver après la crise ces audiences écrites et à huis clos bien pratiques. Qui ne nous dit que ces innovations liées à la crise ne deviennent permanentes ? Et, au-delà de l'inscription probable de ces textes dans le droit commun, il y a plus grave encore : l'idée que le gouvernement et sa police puissent contrôler en permanence les comportements des citoyens. Si nous restons attachés à l'idée de l'Etat de droit, il faut pouvoir conjurer ces risques en dénonçant l'état d'urgence sanitaire pour ce qu'il est : une loi scélérate.

Raphaël Kempf est avocat pénaliste au Barreau de Paris. Il est notamment l'auteur d'Ennemis d'Etat. Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes (La Fabrique, 2019).

Tribune parue initialement dans Le Monde

Excellent billet d'humeur d'Alain Damasio.



"Ce qui est hallucinant, c'est comment un minuscule virus à létalité finalement assez faible arrive à bouleverser l'ordre économique mondial en un mois.

Soudain, ce qui était décrété totalement impossible devient la norme : la BCE lâche 750 milliards d'euros, excusez du peu, comme une fleur. On trouve de l'argent partout pour les chômeurs partiels, les PME sont réabondées, la santé devient bien national intouchable, c'est tout juste s'ils nous annoncent pas qu'on va revaloriser les retraites de 20% ! Ça montre que tout n'est que question de choix, de priorité sociale et politique. Et qu'on nous a menti éhontément pendant des années — mais évidemment on le savait.

Les pauvres peuvent bien crever du cancer, de l'amiante, de la pollution, de conditions de travail scandaleuses qu'on connaît depuis toujours, les salariés se suicider dans leurs boîtes à management harcelant, ça leur en touche une sans bouger l'autre alors qu'on parle ici de 10 à 15 000 morts rien que pour les effets du chômage.

Mais là attention, c'est différent, hein : ça touche tout le monde, ce petit virus, ça touche même... les riches ! comme les pauvres et même davantage les riches que les pauvres car les riches bougent, voyagent, ils serrent des mains, organisent des réunions, commercent, ils sont mobiles, agiles, ouverts, cosmopolites, transnationaux, urbains, alors ils dérouillent leur mère et ça leur fout les jetons. Et on ne peut pas laisser les riches crever comme des salauds de pauvre quand même, faut pas déconner non plus, faut que les statuts soient maintenus, si l'égalité face à la mort devient la norme, où va-t-on, hein ?

Alors on met le paquet ! On note en passant, mais sans y faire gaffe alors que c'est l'info la plus importante selon moi de l'épidémie, qu'il y a aura au final

moins de morts en Chine que les années précédentes grâce au coronavirus et malgré les morts qu'il fait, tout simplement parce que la décroissance forcée de la production et des échanges a limité fortement la pollution en Chine, mais ça, c'est secondaire, ce sont des chiffres pour les pauvres, les riches ont les moyens de se ressourcer, de se protéger et de vivre ailleurs que dans les sites les plus pollués donc ces morts là ne comptent pas.

Il est très probable que tous les états européens renationalisent leur compagnie aérienne, à commencer par Air France pour éviter qu'elle coule corps et biens. Il y a trois mois, on cravachait encore à collecter des pétitions pour éviter qu'ils privatisent Aéroport de Paris, vous vous souvenez ?

Et il est hautement probable qu'on ait un pur retour keynésien avec relance de la consommation intérieure pour sauver l'économie et nationalisations multiples. Les néolibéraux restent des pragmatiques et savent qu'en cas de catastrophe, seul l'État peut sauver le business et se comportent en socialistes parfaits à ce moment là.

Moi j'ai juste envie de pendre tous les patrons qui chialent pour leurs chiffres d'affaires, et mendient des subventions de l'État, avec leurs tripes.

Et à ma connaissance, les plus touchés de tous, les intermittents, rien n'est prévu pour eux !! La culture peut bien aller se faire foutre. De toute façon, les intermittents sont de sales gauchistes et le spectacle vivant est un business trop secondaire.

Bref, je comprends qu'on s'attache à savoir si l'on est contaminant et à flipper de toucher une poignée de porte et à gueuler sur les gens qui jouent pas ou mal le jeu en ripaillant sur la plage d'en-vau, mais faut déjà se projeter sur l'après et faire en sorte qu'ils n'utilisent pas la récession massive qui vient pour nous étrangler plus que jamais.

Ce qu'on a fait pour le corona, faut le faire pour le réchauffement et la transition écologique, oui, s'appuyer dessus, en faire un étendard du "tout est possible si on le veut".

Et se rappeler que lorsque quelque chose touche les classes dirigeantes directement, les rend à leur tour vulnérables (cf nb de députés touchés, cf Jacob, Dati; Estrosi, Vassal ...), là, comme par enchantement, ça devient priorité nationale "pour tous". Je vous parie un billet que le virus ne toucherait pas les CSP++, la réaction aurait été totalement différente".

Alain.

Liste de sites d'informations libres et indépendants :

Ricochets, média libre de la vallée de la Drôme : Ricochets.cc

Lundi matin, journal en ligne : Lundi.am

Reporterre, « quotidien de l'écologie » : reporterre.net

Infos, analyses, luttes Alpes du sud : valleesenlutte.noblogs.org

Acta, média de l'enquête militante <https://acta.zone>

Basta !, un média indépendant en ligne, qui publie quotidiennement des enquêtes, reportages, entretiens, sur les questions sociales, environnementales, économiques et démocratiques : www.bastamag.net

« On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste ». Telle était la devise de Gédé dans L'An 01. Aujourd'hui, on est bien obligés d'arrêter. Donc autant réfléchir. Pour que demain soit moins triste. <https://lan01.org>

Médiapart, site d'actualité français www.mediapart.fr

Les Mutins de pangée, coopérative audiovisuelle : www.lesmutins.org

Si vous voulez recevoir nos brochures par mail, vous pouvez nous envoyer un mail sur un-regard-cote@riseup.net

